

INTRODUCTION

Il n'est jamais facile d'analyser les situations à chaud, au moment où les événements se déroulent, alors que demeurent tant d'incertitudes sur la compréhension des causes, des faits eux-mêmes et de l'avenir.

Cet ouvrage ne prétend pas révéler des secrets, dévoiler des stratégies plus ou moins bien intentionnées ou encore prédire l'avenir. Ce serait folie, ce serait prétentieux, ce serait vain et inutile. À l'heure où l'on parle de « printemps arabe », de « révolutions » et de « bouleversements » en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (Anmo), nous avons voulu revenir sur les faits, étudier les réalités et tenter de mettre en avant quelques enseignements pour le monde arabe et les sociétés majoritairement musulmanes elles-mêmes, mais également pour les observateurs de ces évolutions si étonnantes, si inattendues.

Que s'est-il donc passé en Tunisie et en Égypte, que se passe-t-il plus largement dans les deux régions constituant l'Anmo, pourquoi maintenant ? Telles sont les premières questions qui nous viennent à l'esprit et qu'il faut aborder en réétudiant le passé récent, les acteurs en présence, de même que les données politiques, géostratégiques et économiques. Seule une lecture holistique, comprenant ces trois dimensions, sera à même de nous donner quelques clés de compréhension. Face à l'ampleur du séisme qui secoue les pays arabes, une telle étude est impérative, si l'on veut évaluer les enjeux et accompagner ces sociétés vers la liberté, la démocratisation et l'autonomie économique.

Il nous est apparu nécessaire de nommer, ou plutôt de refuser de nommer trop vite les soulèvements arabes. Nous ne savons pas de quoi il s'agit exactement ni quels seront les résultats concrets de ces mouvements de masse non violents et transnationaux. Avec le monde, nous nous sommes réjouis et nous avons célébré la fin des dictateurs et de leur régime, mais à la suite de l'analyse des faits et d'un certain nombre de données objectives, nous exprimons un optimisme prudent et lucide. L'Histoire récente n'a pas encore fini de nous livrer ses secrets : nos analyses n'ont pas fini d'être revues, affinées et peut-être contestées.

Ces soulèvements ne viennent pas de nulle part. Depuis 2003, on entendait parler de la nécessaire démocratisation des pays de l'Anmo. Le président George W. Bush ne justifiait pas autrement l'intervention en Irak. Dès 2004, des séminaires de formation à la mobilisation non violente sont offerts à de jeunes cyberdissidents de l'Anmo. Des institutions financées par l'administration américaine et/ou par de grandes compagnies privées mettent sur pied des conférences, des séminaires et des réseaux sont créés afin d'octroyer à de jeunes cadres des formations relatives, notamment, à la maîtrise des divers outils Internet et des réseaux sociaux. Des questions se posent : quel était le degré d'implication des gouvernements occidentaux ? Que savaient-ils ? Et qu'en est-il des gouvernements de Tunisie ou d'Égypte qui ont interpellé ou arrêté certains des cyberdissidents à leur retour de formation ? Ces faits sont tenaces ; il faut les étudier et les mettre en perspective si l'on veut avoir une meilleure compréhension des dynamiques et des enjeux.

Est-ce à dire, comme le pensent certains, que ces mouvements sont manipulés et que tout, au fond, est aux mains de « l'Occident », des États-Unis et de l'Europe ? Nous ne le pensons pas et nous discuterons cette hypothèse. Il y a loin entre déterminer ce qui était connu, contrôlé et parfois planifié, et conclure que les potentialités de l'Histoire se limitent aux tentatives de mainmise sur les événements. Il apparaît certes clairement que les États-Unis et l'Europe avaient décidé de changer

INTRODUCTION

de politique dans les deux régions. Soutenir inconditionnellement des dictateurs et des régimes corrompus ne pouvait plus être viable ni efficace dans la perspective, en sus, de l'émergence de nouveaux acteurs politiques et économiques de poids tels que la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil. Une réforme s'imposait. Impossibles à contrôler, cependant, étaient l'étendue que prendrait le phénomène et la somme de sacrifices que les peuples étaient prêts à assumer pour recouvrer leur liberté.

Les mobilisations tunisiennes, puis égyptiennes – cette effervescence qui fleurissait sur la place de la Libération (*Midan at-Tahrir*) – ont libéré des forces et des énergies insoupçonnées. Au Yémen, en Syrie, en Libye, au Maroc, à Bahreïn, des femmes et des hommes ont montré que, si l'instrumentalisation était parfois possible, le contrôle absolu des mouvements de masse ne l'était pas. Un verrou est brisé dans le monde arabe, dont il faut prendre acte lucidement, sans naïveté. Ce qui implique d'éviter tant l'idéalisme et l'optimisme béats de ceux qui sont aveugles aux manœuvres politiciennes que la paranoïa conspirationniste de ceux qui ne font plus confiance à la capacité des humains à rester sujets de leur Histoire. Telle sera notre position tout au long de notre analyse. Des peuples ont montré qu'il était possible de déloger des dictateurs sans armes, par la force du nombre, dans une attitude pacifiste et positive : il y a quelque chose d'irréversible dans ces événements.

Le moment est historique, comme le sont les perspectives de sortir de l'époque des dictatures. Rien n'est joué, ces soulèvements ne sont pas encore des révolutions. De la Tunisie au Yémen, en passant par l'Égypte, la Libye, la Syrie, Bahreïn, rien n'est acquis : les processus démocratiques sont embryonnaires, la sécurité est fragile et les armées sont toujours puissantes et aux aguets. Nul ne peut prédire l'avenir, et les tensions qui ont suivi les soulèvements, en Tunisie comme en Égypte, prouvent qu'il faudra encore du temps pour tourner le dos au passé et donner naissance à des sociétés ouvertes, pluralistes et démocratiques. Encore faudra-t-il que les acteurs desdites sociétés regardent les vrais défis en face et ne tombent pas, par exemple,

dans le piège de la polarisation autour de débats stériles entre « laïques » et « islamistes ». Certes, il est des questions à clarifier sur le fond : nature de l'État, rôle de la référence religieuse, principes fondateurs de l'égalité des droits entre citoyens, notamment entre les femmes et les hommes, etc. Elles ne doivent pas réduire la discussion à la confrontation de deux approches respectivement en crise, comme cet ouvrage s'efforce de le montrer.

Déterminer les vrais enjeux, fixer des moyens et des priorités relatifs aux réformes sociales et politiques, accompagner l'émergence d'une vraie société civile, tels sont les chantiers qui attendent les intellectuels et les politiques, loin des débats tronqués et paralysants. C'est ce renouveau de fond, radical, que nous appelons de nos vœux, à l'heure où l'Anmo devient l'objet d'innombrables convoitises, pour des raisons tant économiques que géostratégiques.

L'heure est venue de cesser de blâmer l'Occident pour la colonisation et l'impérialisme du passé, ou encore pour les velléités de manipulation et de mainmise du présent. Les sociétés civiles arabo-musulmanes doivent se libérer de cette posture victimaire et se réconcilier avec le cours de l'Histoire, que des millions de femmes et d'hommes ont accéléré en descendant massivement dans la rue. C'est une responsabilité historique : il importe d'être lucide sur les enjeux, averti quant aux manipulations et toujours déterminé à réaliser les réformes qui s'imposent avec la participation des citoyennes et des citoyens de toutes classes sociales et de tous horizons religieux et culturels.

Ces soulèvements ont ouvert de multiples perspectives. Des choix s'imposent désormais. L'ancien couple « Islam et Occident » laisse désormais la place à des relations multipolaires où le Sud, l'Orient et l'Asie jouent un rôle original. Celui-ci est intéressant, même s'il n'est pas une garantie de plus de justice et de plus de démocratie. La présence nouvelle de la Chine, de l'Inde ou de la Russie, à l'évidence, ne garantit pas le respect des droits humains et le pluralisme. D'aucuns se réjouissent très vite, trop vite, de l'effondrement du pouvoir américain, sans

INTRODUCTION

toujours être conscients que ce qui pourrait le remplacer (avec la prédominance de la Chine et le nouveau rôle de l'Inde et de la Russie) pourrait se traduire par une régression en matière de droits sociaux et humains et de nouveaux types de dépendances.

Ces questions sont de premier ordre et invitent à des débats de fond sur les modèles sociopolitiques à développer, comme sur la nature des nouvelles relations économiques à établir. C'est le cœur de la réflexion proposée dans le présent ouvrage : quel rôle pour la référence religieuse à l'heure des soulèvements arabes ? Comment (re)penser les principes et les finalités islamiques ? Existe-t-il une nouvelle voie qui unisse les divers souhaits de réforme ou doit-on, dans les sociétés majoritairement musulmanes, se résigner à opposer les idéologies laïques et islamistes ? La Turquie, en ce sens, peut-elle servir de modèle ? Que dire de l'islam politique aujourd'hui ? Comment promouvoir un État civil autonome ?

Nous aborderons l'ensemble de ces questions en essayant de pousser plus loin la réflexion sur les prérogatives des sociétés civiles. Dans la dernière partie, nous analyserons les défis éthiques et les alternatives possibles. Les questions sociales et politiques, l'économie, la culture et le rapport à l'Occident restent déterminants et exigent une réflexion sur les référents culturels et religieux. Nous suggérons des pistes, tout en refusant aussi bien la simplification que la polarisation évoquée plus haut. C'est au prix de cet effort intellectuel, de cette critique rigoureuse et constructive, de cette émancipation de la tutelle occidentale, c'est à ce prix, disons-nous, que les soulèvements prendront la forme de changements radicaux porteurs d'espérances réelles et réalistes.

La dernière partie de ce livre est constituée d'une série d'annexes qui sont autant d'articles écrits au fil des événements dans des journaux européens (dont la Turquie), américains, mais aussi dans le monde arabe ou encore sur mon site personnel¹. Ils offrent au lecteur différents points de vue à différents moments,

1. www.tariqramadan.com (en français et en anglais).

ainsi que des analyses qui n'ont pas toujours été reprises dans les quatre premiers chapitres. En ce sens, ces annexes sont un complément utile et éclairant.

Les événements qui se déroulent sous nos yeux en Afrique du Nord et au Moyen-Orient confirment de nombreuses thèses que nous n'avons cessé d'affirmer, d'approfondir et de répéter depuis de nombreuses années. Le lecteur qui a suivi nos travaux relatifs aux sociétés majoritairement musulmanes, à la présence musulmane en Occident ou encore aux références théologico-légales islamiques, ne manquera pas d'identifier certaines intuitions et propositions dont la pertinence se confirme au gré des évolutions récentes. C'est le cas des questions liées à la démocratie, à la culture, à l'art, aux valeurs et aux finalités communes (en Orient et en Occident), mais également à l'importance critique de l'expérience des musulmans occidentaux. Nos récentes réflexions sur l'éthique appliquée et la nécessité de sortir du mode de réflexion binaire se voient non seulement confirmées, mais investies d'une force et d'une énergie nouvelles, avec l'impératif de saisir l'opportunité historique qui se présente à nous.

La double émancipation des esprits et des sociétés doit, en ce sens, être un objectif prioritaire. Il ne peut être question de voir ces soulèvements récupérés par l'auto-aliénation ou un type nouveau de colonisation qui briserait l'espérance de millions de femmes et d'hommes. Il sera impossible, certes, de revenir en arrière; reste à espérer que les peuples trouveront les moyens d'aller librement de l'avant.

DES SOULÈVEMENTS SOUS INFLUENCE ?

Personne ne semblait s'y attendre, beaucoup ont hésité sur l'appellation à donner aux événements. Quand les protestations populaires commencent à Sidi Bouzid, en Tunisie, le 17 décembre 2010, nombre d'interprétations fleurissent quant à la nature des faits. Les marchandises d'un jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, ayant été confisquées, celui-ci s'est immolé par le feu en signe de protestation. Une situation économique intenable, la pauvreté, le chômage, la répression policière et l'autoritarisme politique, autant de facteurs qui pouvaient expliquer son geste.

Les semaines qui ont suivi ont bouleversé le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le monde. Le 14 janvier 2011, le dictateur Zine el-Abidine ben Ali quitte la Tunisie et se réfugie en Arabie Saoudite; le 27 février, un nouveau gouvernement s'installe après de multiples rebondissements. Deux mois ont suffi à transformer le visage de la Tunisie. Le peuple qui scandait « Dégage ! » au despote, à sa famille et à son régime a eu raison de la dictature.

Entre-temps, le monde assiste avec surprise à l'amplification du phénomène. Dès le 25 janvier 2011, les Égyptiens suivent les traces des Tunisiens. Au gré de mobilisations impressionnantes sur la désormais célèbre place de la Libération (Midan at-Tahrir), ils font également tomber le président Hosni Moubarak le 11 février 2011. Les choses vont vite, très vite. En Algérie, des mobilisations s'organisent et avortent, alors que l'on assiste, au Maroc, à des mouvements de protestation qui se

crystallisent autour du 20 février 2011 (dont naît le Mouvement du 20 février) : les réformes s'imposent.

C'est surtout au Moyen-Orient que l'« effet dominos » s'intensifie. Le 1^{er} février, le roi jordanien démet le Premier ministre de ses fonctions et promet des réformes sociales afin d'endiguer la mobilisation. Malgré une répression farouche et folle, le peuple libyen se rebelle et, dès le 15 février, un Conseil national de transition est établi qui déclenche une véritable guerre civile, avec le soutien de l'Occident et de l'Otan. À Bahreïn, dès le 14 février, la mobilisation est massive et la répression particulièrement féroce, alors que des protestations ont lieu jusqu'en Arabie Saoudite en mars 2011. Le Yémen est emporté par la vague protestataire dès le 27 janvier, quelques semaines après que deux hommes se sont immolés en suivant l'exemple tunisien. En Syrie, les premières manifestations isolées commencent le 26 janvier et se transforment le 15 mars en soulèvements plus organisés, malgré une répression impitoyable et l'isolement dû à l'impossible couverture médiatique et aux atermoiements de la communauté internationale.

Nommer

De décembre 2010 à mars puis à l'été 2011, les mobilisations n'ont pas cessé et se sont répandues dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Certaines caractéristiques sont communes à tous ces mouvements de masse (protestations contre les conditions sociales et économiques, refus de la dictature, lutte contre la corruption, etc.), mais ils présentent également des traits singuliers qu'il convient d'étudier et de considérer au cas par cas.

Le premier défi, en ce sens, fut de nommer et de qualifier le phénomène, à sa source comme dans son expansion : avait-on affaire à des révolutions, à des soulèvements, à des protestations populaires, voire à des *intifada* (soulèvements), comme on l'a suggéré dès les premiers jours en Tunisie, en rappelant l'usage

d'un mot arabe désormais lié à la résistance palestinienne ? S'agissait-il d'un « printemps arabe », à l'image des révolutions européennes du passé récent, de « révolutions de jasmin » ou de « révolutions de la dignité » ?

Les appellations et les interprétations diffèrent grandement selon que l'on observe le phénomène avec un optimisme plus ou moins prononcé. D'aucuns y voient la naissance d'une ère nouvelle, d'un changement radical entre le passé et le futur et n'hésitent point à parler de révolutions. D'autres, plus prudents, parlent de « soulèvements populaires » en passe de transformer les réalités politiques de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, sans que l'on puisse déjà dire s'il s'agit d'un réel renouveau. D'autres encore y voient des révoltes ou des mobilisations populaires qui ne sont parvenues à ce jour qu'à mettre en branle des réformes dont rien ne dit qu'elles modifieront les rapports de pouvoir politiques et économiques dans le monde arabe. D'autres, enfin, n'y croient tout simplement pas : ces mouvements de masse téléguidés par l'étranger – le président George W. Bush n'avait-il pas annoncé un mouvement de démocratisation ? – ne seraient qu'une phase de transition vers un nouveau type de contrôle et de domination par l'Occident. L'éventail est large entre le « printemps des peuples » et la nouvelle expression du « cynisme maquillé des puissants ». Comment comprendre ? Comment nommer ?

À l'analyse, il nous paraît que le terme de « révolution » est quelque peu excessif, tant du point de vue de l'ordre politique que des forces économiques. Ces mouvements populaires sont-ils achevés et ont-ils atteint leurs objectifs ? Tel n'est manifestement pas le cas et il est bien trop tôt pour affirmer qu'ils y parviendront. Cela étant, la position extrême qui perçoit derrière ces mobilisations de masse la main absolue et omnisciente des pouvoirs occidentaux nous paraît tout aussi excessive. De la Tunisie à la Syrie, en passant par l'Égypte, Bahreïn et le Yémen, il est évident que les alliés occidentaux ont joué un rôle et cherché à contrôler ou à orienter l'évolution des choses, mais il semble impossible qu'ils aient totalement planifié les révoltes.

Aux « révolutions inachevées » et aux théories du complot, nous préférons l'usage du terme « soulèvements » pour qualifier le caractère commun des mouvements de masse dans les pays arabes. Ainsi, des femmes et des hommes de toutes religions et de tous niveaux sociaux sont descendus dans la rue et ont exigé, de façon non violente et sans s'en prendre à l'Occident, que soit mis un terme à la dictature, à la corruption économique et au déni de respect des peuples. Entre la révolution et la révolte, selon les catégories utiles définies par Jean-Paul Sartre¹, existe le soulèvement, lequel, s'il va à son terme et renverse le pouvoir en place (l'ordre politique autant que la structure économique), devient révolution. Si, au contraire, il reste inachevé, est manipulé ou s'il échoue, le soulèvement devient révolte; il aura exprimé l'aspiration des peuples sans concrétiser leurs espoirs. Parler de soulèvements, c'est avoir l'optimisme prudent et considérer que les révoltes sont d'ores et déjà des faits et les révolutions encore des espérances – et ce dans tous les pays arabes, sans exception.

Prévisible, imprévisible

En décembre 2010, puis en janvier 2011, on n'avait cessé de répéter que ces révolutions étaient totalement imprévisibles et imprévues, tant les régimes tunisien et égyptien apparaissaient comme solides et indéboulinables. L'appui des puissances européenne et américaine rendait de surcroît tout bouleversement fort improbable. Comme une exception au reste du monde, ce qui avait caractérisé les sociétés arabes durant ces trente dernières années était le *statu quo*. À la tête de régimes durs et inflexibles, d'inamovibles dictateurs avaient au moins le mérite de préserver la sécurité et la stabilité régionales et de réprimer sans merci les

1. Dans ses ouvrages de 1947, *Qu'est-ce que la littérature?* et *Baudelaire*, où la révolte implique une opposition à un pouvoir qui demeure en place et confirme, par sa présence même, le sens de la révolte, tandis que la révolution a pour finalité le renversement du pouvoir qu'elle conteste.

« dangereux opposants », « islamistes » et/ou « radicaux ». En l'état, personne n'aurait pu prévoir ces mouvements, nul n'aurait pu les espérer. Nombre d'analystes et de journalistes ont répété à l'envi ces formules, comme pour persuader le public de la vérité de mobilisations *sui generis*, l'Histoire se « déployant », pour reprendre les mots du président Barack Obama, par la seule volonté politique de « peuples appelant au changement¹ ». Voire.

Il importe d'élargir l'angle de nos analyses dans la région et de ne pas s'en tenir uniquement aux mobilisations populaires exigeant des réformes politiques. Deux dimensions sont dès lors à considérer. En Tunisie comme en Égypte, les deux pays à l'origine de l'ensemble des manifestations, c'est davantage la situation économique qui fut la source première de mécontentement et de mobilisation. Or, une simple analyse des réalités socio-économiques de ces deux pays montre que tous les ingrédients étaient réunis pour provoquer une explosion sociale. Alors que leurs dirigeants paraissaient dans le luxe et la corruption, le prix des denrées de base n'avait eu de cesse d'augmenter de façon insupportable – en Tunisie comme en Égypte ou en Jordanie – et le chômage touchait des couches de plus en plus importantes de la population. Quant à celles et ceux qui travaillaient, ils devaient se satisfaire de salaires misérables et parfois exercer deux ou trois emplois pour survivre. La situation était intolérable et tout pouvait laisser présager une explosion sociale. Nul ne pouvait prévoir que la mort de Bouazizi allait provoquer une telle réaction face aux traitements indignes que subissaient les populations, mais les données économiques permettent néanmoins de mettre en perspective le sens et l'essence des soulèvements.

Il faut ajouter par ailleurs que la volonté de « démocratiser » le Moyen-Orient n'était pas nouvelle. L'idée fut exprimée

1. Déclaration du président Barack Obama, le 10 février 2011 : « *What is absolutely clear is that we are witnessing history unfold. It is a moment of transformation that is taking place because the people of Egypt are calling for change.* » (www.youtube.com/watch?v=5NmhjL23d4I)

en 2003, bien avant l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche. Le président George W. Bush expliquait alors que l'islam ne s'opposait pas à la démocratie et que la guerre en Irak était un premier pas vers un mouvement démocratique global au Moyen-Orient. Le 6 novembre de la même année, il ajoutait que son engagement au Moyen-Orient était similaire à celui de Ronald Reagan, lorsque celui-ci soutenait la démocratisation de l'Europe de l'Est dans les années 1980¹. Une révision de la stratégie américaine et européenne dans la région était impérative, ce souhait était connu. Les administrations américaines successives n'en faisaient pas un secret : pour des raisons économiques autant que politiques, il importait que l'état des dictatures changeât dans la région. C'était par ailleurs une condition impérative de l'ouverture des marchés arabes et de l'évolution de l'économie régionale. Sans la prise en considération de ces deux facteurs, il y avait fort à parier que les raisons ayant jusqu'alors justifié le statu quo et le maintien des dictatures, à savoir la sécurité et la stabilité, finiraient par produire leur exact opposé et conduire à des situations échappant à tout contrôle. L'entrée en jeu de nouveaux acteurs économiques comme la Chine, certains pays d'Amérique latine ou encore la Turquie, confirmait, de surcroît, les risques de l'immobilisme. L'intervention en Irak, la pression permanente sur l'Iran, la crise libanaise, la fracture entre les aires chiites et sunnites, de même que l'enlisement du processus de paix israélo-palestinien, étaient autant de signes annonçant des changements conséquents dans la région. Il serait bien naïf de penser que les grandes puissances – États-Unis, France, Allemagne, Russie ou même Chine – n'aient été que de purs observateurs de ces évolutions. Les relations

1. BBC News, 6 novembre 2003 (http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/3248119.stm). George W. Bush expliquera par ailleurs : « *Sixty years of Western nations excusing and accommodating the lack of freedom in the Middle East did nothing to make us safe – because in the long run, stability cannot be purchased at the expense of liberty. As long as the Middle East remains a place where freedom does not flourish, it will remain a place of stagnation, resentment and violence ready for export.* »

avec les pouvoirs en place, les liens entretenus avec les commandements armés, les réactions à géométrie variable selon les pays et les régimes, sans oublier les promesses de soutien économique ou de protection militaire, sont assez d'indices objectifs de l'implication en amont – et tout au long de l'évolution des soulèvements – des puissances susmentionnées.

Des résistances ont été encouragées, des mouvements de rébellion logistiquement soutenus (comme en Iran, en Tunisie ou en Égypte), des formations dispensées et de fortes pressions exercées sur certaines dictatures, sans que l'on puisse en déduire un contrôle total des soulèvements et la manipulation des opinions publiques. Ces mouvements n'ont pas toujours suivi une ligne idéologique claire et les mobilisations, loin s'en faut, n'étaient pas toujours sous contrôle. De l'étincelle qui a enflammé les mouvements populaires jusqu'au départ des dictateurs et au déploiement de nouvelles forces politiques dans les sociétés civiles de ces pays, il est une somme d'impondérables qu'il ne faut pas négliger. Les soulèvements arabes, ni totalement imprévisibles ni totalement autonomes, ne sont toutefois pas des manipulations sous contrôle de l'Occident, comme le suggèrent les plus pessimistes.

Le meilleur exemple de la complexité des enjeux et des agents du changement est celui des jeunes blogueurs présentés comme la force vive derrière les manifestations de masse. Internet, les réseaux sociaux, Twitter, Facebook et tous les autres moyens alternatifs d'information ont été mis à contribution par des jeunes formés à utiliser les nouvelles technologies et Internet. Or cette jeunesse mobilisée n'a pas acquis cette aptitude en septembre ou octobre 2010, à la veille des premiers soulèvements du mois de décembre, mais bien trois ou quatre ans avant les événements. On se souvient qu'en octobre 1998, lors des mobilisations en Serbie, le mouvement Otpor (« Résistance ») fut créé sous la houlette d'un jeune homme nommé Srđja Popović, usant de toutes les ressources numériques – SMS, Internet, réseaux sociaux – pour galvaniser la population contre Slobodan Milošević. Le mouvement se choisit un symbole,

le poing fermé, issu de la résistance aux nazis, et sous son égide le mouvement réussit à faire tomber Milošević en octobre 2000. En 2004, Popović crée Canvas, un Centre de formation spécialisé dans l'action et la stratégie non violente. Il y développe les trois principes de la mobilisation populaire : unité, planification et discipline non violente. Le Canvas sera le cœur de la formation de jeunes activistes qui porteront la « révolution des roses » en Géorgie, de même que la « révolution orange » en Ukraine. Des jeunes cadres politisés viennent s'y former en provenance de plus de trente-sept pays, dont de nombreux jeunes de pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Des Tunisiens y sont formés et Mohammed Adel, l'un des fondateurs égyptiens du Mouvement du 6 avril, suit une semaine de formation à Belgrade durant l'été 2009¹.

La chaîne de télévision qatarie Al Jazeera a diffusé deux documentaires, en arabe comme en anglais², expliquant la formation du Mouvement égyptien du 6 avril. Ils évoquent une préparation de plus de trois ans, entreprise dès 2007, et les formations suivies en Serbie et dans le Caucase par les jeunes insurgés. Étrangement, ils ne font pas mention des séjours de formation à Washington, pourtant avérés. Nombre de jeunes activistes et de blogueurs ont été formés dans trois ONG financées par l'État américain : l'Albert Einstein Institute³, Freedom

1. Voir ses explications sur le site de TrustMedia (www.trust.org/trustmedia/multimedia/video-and-audio/detail.dot?mediaInode=31e1ea0a-bc95-429f-839f-e006faad3342) et l'article des *Inrockuptibles* relatant les relations avec le Moyen-Orient : « La révolution pacifique serbe, modèle pour la jeunesse égyptienne » : www.lesinrocks.com/actualite/actu-article/t/60772/date/2011-03-05/article/la-revolution-pacifique-serbe-modele-pour-la-jeunesse-egyptienne/

2. Émission en anglais « People & Power », diffusée le 9 février 2011. Mohammed Adel y confirme par ailleurs sa visite à Belgrade (www.youtube.com/watch?v=QrNz0dZgqN8&feature=player_embedded#at=11).

3. Il existe d'ailleurs un lien entre l'Albert Einstein Institute et l'Otpor, puisque les membres de ce dernier sont formés, dès le printemps 2000, par un ancien colonel de l'armée américaine, Robert Helvey. Voir son interview en janvier 2011 dans un journal de Belgrade, après la chute de Milošević (www.aforcemorepowerful.org/films/bdd/story/otpor/robert-helvey.php).

House et l'International Republican Institute¹. Les principes sont les mêmes : célébrer les valeurs démocratiques, mobiliser non violemment les peuples et renverser les régimes sans jamais s'aliéner les forces de police ou l'armée. Il s'agit toujours de manier les symboles et les slogans et de travailler la psychologie collective de mobilisation en utilisant adéquatement les réseaux sociaux, et plus généralement Internet.

Dès 2004, mais de façon plus systématique en 2006, 2007 et 2008, des jeunes sont formés dans différents centres à la maîtrise des principes de la mobilisation non violente : Internet, réseaux sociaux, usage des slogans et des symboles (le poing fermé apparaît partout et particulièrement en Tunisie, au Maroc et en Égypte). Il est impensable que les gouvernements américain, européens ou même russe n'aient eu aucune connaissance de ces programmes, dont certains étaient d'ailleurs financés par eux. Les gouvernements tunisien, égyptien, syrien ou libanais ne les ignoraient pas non plus, puisqu'ils arrêtent dès 2008 certains activistes à leur retour de voyage (notoirement en Égypte) ou au gré de certaines de leurs activités.

Il serait cependant erroné de nier l'existence d'un souffle populaire endogène à ces soulèvements ; à preuve, la détermination du peuple syrien à défier le dictateur, que les conditions politiques ne permettaient pourtant pas de planifier. Il faut ajouter qu'il a existé et qu'existe encore un débat entre blogueurs et cyberactivistes sur l'opportunité ou non d'accepter des financements américains, par exemple, ou de suivre des

1. Ce que confirment également des notes de WikiLeaks lorsque sont rapportées des arrestations en Égypte en janvier 2010, au retour d'une formation aux États-Unis. Israa Abdel Fattah, jeune femme membre du Mouvement du 6 avril et du parti al-Ghad, s'est rendue à la formation dispensée par Freedom House (Project on Middle East Democracy Program), ainsi que six autres blogueurs et activistes égyptiens. En 2008 déjà, elle avait fait la une des journaux en attirant soixante-dix mille « amis » sur Facebook et en appelant à une grève générale le 6 avril de cette même année (www.wikileaks.ch/cable/2010/01/10CAIRO99.html). Freedom House mentionne clairement ses sources de financement que sont l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Département d'État.

formations auprès de certaines institutions très liées aux pouvoirs occidentaux ou idéologiquement connotées. La position de Sami ben Gharbia, blogueur tunisien basé aux Pays-Bas, est particulièrement intéressante. Dans un article très fourni, publié le 17 septembre 2010¹, il mentionne le danger de ces financements, affirme la nécessité de l'indépendance et souligne qu'il convient de se protéger du risque de manipulation de ces mouvements de jeunes activistes mobilisés contre des pouvoirs que les États-Unis ou l'Europe soutenaient de fait.

Il demeure, pour l'Histoire et le futur de ces mobilisations, qu'il serait inconséquent et naïf de ne pas relever les connexions et le travail réalisés en amont de ces révolutions. Sami ben Gharbia, parmi d'autres, fait mention (dans l'article susdit) de l'implication directe de grandes compagnies du secteur privé américain. Google, Twitter et Yahoo sont ainsi directement engagés dans la formation des cadres et la diffusion des informations liées à l'activisme prodémocratique sur la Toile. Google, par exemple, organise à Budapest, du 20 au 22 septembre 2010, une conférence intitulée Internet Liberty 2010, à laquelle participent des représentants d'États américains et européens, et durant laquelle est lancé le réseau de blogueurs et d'activistes Middle East and North Africa Bloggers Network. L'initiative est pilotée par un institut lié au Parti démocrate américain². On retiendra que Wael Ghonim, devenu le héros du soulèvement égyptien après son passage émouvant, le 7 février 2011, dans l'émission phare de Mona al-Shazly, au lendemain de sa libération inattendue après dix jours d'emprisonnement, était déjà, à trente ans, le directeur marketing de Google au Moyen-Orient. On sait par ailleurs que Google a très tôt aidé les blogueurs activistes égyptiens à déjouer les coupures

1. Lire sur son blog: <http://samibengharbia.com/2011/01/24/les-cyberactivistes-arabes-face-a-la-liberte-sur-Internet-made-in-usa/>

2. Voir les mises en garde de Sami ben Gharbia qui, en rendant compte des faits, exprime la nécessité de refuser ces alliances et ces soutiens dangereux: <http://samibengharbia.com/2011/01/24/les-cyberactivistes-arabes-face-a-la-liberte-sur-Internet-made-in-usa/>

de réseaux imposées par le gouvernement, leur fournissant des codes d'accès satellitaires. Codes que Google, étonnamment, s'est refusé à transmettre aux blogueurs activistes syriens, pourtant féroce­ment réprimés, comme l'indiquait, en le regrettant, le cyberdissident Chamy dans une émission de France Inter où il débattait avec Lina ben Mhenni (cyberactiviste tunisienne¹) et Mahmoud Salem (cyberactiviste égyptien²). Comment ne pas voir que le positionnement de Google, tout au long des soulèvements, a été quasiment identique à celui du gouvernement américain ou même de l'ONU : soutien affirmé aux manifestants égyptiens, avec pour objectif le départ très rapide de Moubarak ; tergiversations en Syrie, avec l'espoir de réformes internes maintenant en place le régime de Bachar el-Assad³ ?

Ces informations et ces données doivent être connues et des questions méritent d'être posées avec précision, profondeur et prudence. Ces activistes ne sont-ils réellement que des jeunes apolitiques, plusieurs membres du Mouvement du 6 avril, à l'image d'Ahmed Maher, ayant par exemple affirmé leur soutien précoce à l'opposant Mohamed el-Baradei ? Quel rôle jouent les financements d'États et les entreprises transnationales privées ayant mainmise sur des pans entiers de l'activité Internet ? Qu'en est-il, en aval, du rôle des armées dans les différentes situations nationales ? Comment expliquer leur non-intervention ? De fait, une multitude d'interrogations demeurent en suspens, qu'il importe de considérer loin des interprétations excessives ou simplement « conspirationnistes ». Cette réflexion demeure nécessaire si l'on veut construire l'avenir au-delà des incertitudes et des troubles qui demeurent dans ces pays.

1. Lina ben Mhenni faisait partie des personnalités pressenties pour le prix Nobel de la paix 2011.

2. « Comme on nous parle », France Inter, 14 juin 2011 (www.franceinter.fr/em/comme-on-nous-parle/106013).

3. L'appel officiel à la démission de Bachar el-Assad n'intervient que le 18 août 2011, six mois après le début du soulèvement et le même jour que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Voir *Le Point*, 18 août 2011 (www.lepoint.fr/monde/syrie-barack-obama-demande-a-bachar-el-assad-de-demissionner-18-08-2011-1363883_24.php).